



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 23 mars 2022 – N° 40

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Relais pour la vie Rive-Nord.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Le Fonds de bourses BRAVO : apprendre, c'est payant!*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *M. Alain Châteauvert, récipiendaire de la médaille d'argent, concours Canadian International Music Competition 2021-2022, catégorie « Artist Category » / classique.*
- La députée de Saint-Laurent sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Marie-Louise Nkwaya, M. Elom Akpo et M. Bernard Gueu, trois merveilleux enseignants du Nunavik.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *20 000 \$ en bourses à la Fondation du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu pour lutter contre la rareté de main-d'œuvre dans le Haut-Richelieu.*
- La députée de Mercier sur le sujet suivant : *Plus pour nos ados.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *Hommage à M. Richard Labelle.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Mise sur pied d'un Bureau québécois de la concurrence.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Félicitations au cinéaste M. Philippe Grégoire de Napierville!*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Hommage au Centre d'action bénévole de la MRC de Maskinongé.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) **documents**
 b) **rapports de commissions**
 c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.
- 2) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2023 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **22 mars 2022** et renvoyés en commission plénière en vue de l'adoption d'un quart de ces crédits.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n° 18
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 4) Projet de loi n° 19
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**
- 5) Projet de loi n° 28
Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **16 mars 2022**

- 6) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

Étude détaillée en commission

- 7) Projet de loi n° 1
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin
d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à
l'enfance et de compléter son développement
Présenté par le ministre de la Famille le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations)
déposé le 30 novembre 2021
Principe adopté le **2 décembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 8) Projet de loi n° 2
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et
modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil
Présenté par le ministre de la Justice le 21 octobre 2021
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le
7 décembre 2021
Principe adopté le **1^{er} février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 9) Projet de loi n° 4
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres
dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 26 octobre 2021
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le
1^{er} février 2022
Principe adopté le **2 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 9
Loi sur le protecteur national de l'élève
Présenté par le ministre de l'Éducation le 23 novembre 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)
déposé le 1^{er} février 2022
Principe adopté le **3 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 11) **Projet de loi n° 11**
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 11 novembre 2021
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 8 février 2022
Principe adopté le **10 février 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 12) **Projet de loi n° 12**
Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 3 février 2022
Principe adopté le 17 février 2022, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **22 mars 2022**
- 13) **Projet de loi n° 15**
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 1^{er} décembre 2021
Principe adopté le 1^{er} février 2022, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **15 février 2022**
- 14) **Projet de loi n° 21**
Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 2 février 2022
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 15 mars 2022
Principe adopté le **16 mars 2022**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 15) Projet de loi n° 22
Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Transports le 9 février 2022
Principe adopté le 17 février 2022, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le **17 mars 2022**
- 16) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 17) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 18) Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021
Principe adopté le **4 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 19) **Projet de loi n° 101**
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le 9 juin 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 5 octobre 2021
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 20) **Projet de loi n° 102**
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 5 octobre 2021
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 30 novembre 2021
Principe adopté le **1^{er} décembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 21) **Projet de loi n° 190**
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**
- 22) **Projet de loi n° 191**
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**

- 23) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 24) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à
l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux
changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 26) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du
droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 27) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre
Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes
âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit
d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et
l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 30) Projet de loi n° 390
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un
bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**

- 31) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 32) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 34) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 35) Projet de loi n° 395
Loi instituant le Fonds de transition juste
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 36) Projet de loi n° 396
Loi pour une meilleure qualité de l'air
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 37) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

- 39) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 40) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**
- 42) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 43) Projet de loi n° 494
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**
- 44) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 46) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 47) Projet de loi n° 499
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **24 février 2022**

- 48) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 49) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 50) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d’accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 51) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l’âge requis pour posséder la qualité d’électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 52) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 53) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 54) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

- 56) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 57) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 58) Projet de loi n° 690
Loi promouvant les investissements socialement responsables
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 59) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 60) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 61) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 62) Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 63) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 64) Projet de loi n° 696
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **7 décembre 2021**

- 65) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 66) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 67) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 68) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 69) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 70) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 71) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 72) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**

- 73) Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d’y intégrer l’entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 74) Projet de loi n° 798
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d’un restaurateur lorsqu’il retient les services de livraison d’un tiers
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**
- 75) Projet de loi n° 799
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 76) Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l’aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 77) Projet de loi n° 892
Loi visant à élargir le droit d’un locataire de faire fixer le loyer et de faire modifier d’autres conditions du bail par le Tribunal administratif du logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **24 février 2022**
- 78) Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 79) Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d’hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 80) Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d’une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**

- 81)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 82)** Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire
Présenté par la députée d'Iberville le 6 octobre 2021
Reprise du débat ajourné au nom du député de Saint-Jean le **9 février 2022**

Étude détaillée en commission

- 83)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 84)** Projet de loi n° 498
Loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le 2 décembre 2021
Principe adopté le **22 mars 2022**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 85)** Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 86)** Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable » ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau » ;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 21**, Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités (mandat confié le 16 mars 2022).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi sur le protecteur national de l'élève (mandat confié le 3 février 2022).
- **Projet de loi n° 96**, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (mandat confié le 4 novembre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 février 2022).
- **Projet de loi n° 12**, Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 17 février 2022).

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat règlementaire

Interpellation :

- Du député de Robert-Baldwin au ministre des Finances sur le sujet suivant : *L'incertitude économique à laquelle est confronté le Québec*. (avis donné le 17 mars 2022).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 1^{er} février 2022).
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement (mandat confié le 2 décembre 2021).

- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre (mandat confié le 10 février 2022).
- **Projet de loi n° 15**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 1^{er} février 2022).
- **Projet de loi n° 498**, Loi proclamant la Journée nationale de la promotion de la santé mentale positive (mandat confié le 22 mars 2022)

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 22**, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions (mandat confié le 17 février 2022).
- **Projet de loi n° 102**, Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (mandat confié le 1^{er} décembre 2021).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

58) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **8 février 2022**

Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

Le nombre de Québécois qui seront atteints de démence va carrément doubler d'ici 20 ans, un véritable « raz de marée » prévisible, mais pour lequel le réseau de la santé n'est pas prêt, dénoncent plusieurs experts. « La prochaine maladie du siècle, c'est l'Alzheimer », résume Nouha Ben Gaied, directrice de la recherche et du développement à la Fédération québécoise des sociétés Alzheimer. L'Alzheimer est la forme la plus courante de démence, qui regroupe le spectre des symptômes associés au déclin des fonctions mentales. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y aurait un nouveau cas d'alzheimer toutes les sept secondes. Nous avons vu les percées que d'importants investissements gouvernementaux dans la recherche scientifique et médicale ont rendues possibles pour d'autres problèmes de santé publique comme le VIH/SIDA. La Société Alzheimer du Canada recommande un investissement de 150 millions de dollars sur cinq ans pour la réalisation d'une stratégie nationale sur la démence solide et entièrement financée.

Dans ce contexte, voici mes questions au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux :

- Combien d'argent public a été investi annuellement au cours des dix dernières années à la recherche sur la démence et l'Alzheimer?
- Quels sont les investissements prévus dans les prochaines années pour cette recherche?

60) M. LeBel (Rimouski) – **8 février 2022**

Au gouvernement

La pénurie de main-d'œuvre pour les organismes communautaires et les établissements publics qui interviennent dans le domaine de la santé et des services sociaux est très importante non seulement au Québec, mais également dans ma région du Bas-Saint-Laurent.

L'Opération main-d'œuvre du Gouvernement du Québec a été annoncée au cours des dernières semaines. Cette démarche vise à s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre au Québec, dans certains secteurs ciblés, dont le secteur des professions liées à la santé mentale et la protection de la jeunesse. Des bourses incitatives *Perspective Québec* seront offertes aux étudiants dans le secteur de la santé et des services sociaux. Curieusement, le programme de techniques de travail social n'apparaît pas dans la liste des programmes inclus par le ministère de l'Enseignement supérieur. Pourtant, les diplômés en techniques de travail social travaillent dans ces secteurs d'activité depuis plus de 50 ans.

Cette non-reconnaissance du programme de techniques en travail social aura pour conséquence que les futurs étudiants se dirigeront vers des programmes admissibles à ces bourses, par exemple en technique d'éducation spécialisée ou dans des programmes universitaires. Évidemment, lorsque l'étudiant devra choisir son programme, il préférera celui qui lui offre des incitatifs financiers pouvant aller jusqu'à 15 000 \$. Pourtant, le programme de techniques de travail social prépare de futurs intervenants aptes à servir dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Selon les enseignants du Cégep de Rimouski, l'exclusion des étudiants du collégial en travail social à ce programme aggravera la pénurie d'intervenants dans les CISSS et les organismes communautaires, alors que ce programme a justement été mis en place pour contrer cette même pénurie.

Voici mes questions :

- Pourquoi la ministre de l'Enseignement supérieur et son ministère ont-ils exclu le programme de techniques en travail social et sur quels motifs se sont-ils appuyés pour en venir à cette conclusion?
- Le gouvernement ajoutera-t-il le programme de techniques de travail social à liste des programmes reconnus pour l'obtention des bourses *Perspective Québec*, puisque nous avons besoin de plus en plus d'intervenants actuellement?

69) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **17 février 2022**
Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

J'attire aujourd'hui l'attention du ministre sur le financement des groupes communautaires sous la responsabilité de son ministère.

Les organismes d'action communautaire autonome jouent un rôle essentiel dans notre société en tant que moteur de transformation sociale et de pilier du filet social québécois. Dans le ministère, c'est 3000 organismes qui travaillent dans le domaine de la santé et des services sociaux. Malheureusement, les montants accordés par le gouvernement dans les dernières années n'ont pas permis d'améliorer la situation de l'ensemble de ces groupes, mais plutôt de relever le financement de certains organismes moins financés. En effet, les rehaussements de 2019, 2020 et 2021 n'ayant représenté qu'entre 2 et 5 % de hausse de l'enveloppe du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), cela ne pouvait permettre une avancée significative. Cela s'est produit en sus du fait que l'indexation du financement des organismes est calculée en fonction de l'Indice des prix à la consommation. Cela crée une pression supplémentaire sur les groupes puisque ceux-ci n'étant pas des ménages, la hausse de leurs coûts de fonctionnement est plus significative que celle des ménages.

Le travail des groupes communautaires en santé et services sociaux est essentiel au maintien de la mission du ministre et il est grandement temps que cela soit justement reconnu. Depuis plusieurs années, ceux-ci militent pour que l'ampleur des besoins financiers des 4 000 organismes d'action communautaire autonome du Québec soit reconnue et qu'on prenne acte des impacts néfastes du sous-financement qui les affligent. Ces impacts sont importants tant pour la population rejointe par ces organismes que pour les conditions de travail difficiles des travailleuses et travailleurs de ceux-ci. En 2019, le gouvernement, sous la direction de son ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, a entamé des démarches en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire pour assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire. Ces consultations ont eu lieu et nous attendons toujours ce plan directeur assorti de fonds pour l'opérationnaliser correctement.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux sont les suivantes :

1. Est-ce que le ministre compte s'assurer que le gouvernement tienne son engagement de déposer un plan d'action gouvernemental en action communautaire et que celui-ci soit assorti d'investissements substantiels pour soutenir de façon pérenne la mission des organismes appuyés au PSOC?
2. Est-ce que le ministre compte s'assurer que cette bonification du financement du PSOC soit incluse au prochain budget?

70) M. LeBel (Rimouski) – **23 février 2022**
Au gouvernement

« Les cégeps et les universités francophones situées en région québécoise sont les plus grandes victimes collatérales des hauts taux de refus des étudiants étrangers par Immigration Canada », selon une analyse des plus récentes données compilées par *Le Devoir*.

L'existence d'un système de rejet massif des étudiants d'Afrique francophone par le Canada devient de plus en plus avérée. Le milieu de l'éducation au Québec en dénonce l'effet sur une clientèle qui est essentielle pour lui et qui est tellement la bienvenue en région.

Nous apprenons que les taux de rejet des demandes de visa d'études formulées par des étudiants étrangers se destinant à l'une ou l'autre des composantes de l'Université du Québec (UQ) en région ont souvent franchi la barre des 60 % et même des 80 %. Dans les universités anglophones, les taux de refus sont bien moindres.

Selon *Le Devoir*, « le bilan de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) est éloquent. L'an dernier, 79 % des 9000 étudiants ayant déposé une demande de permis d'études ont reçu une réponse négative d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). En 2020 et en 2019, les taux de refus ont été, respectivement, de 88 % et 78 %. »

Les étudiants provenant d'Afrique francophone essuient en effet les plus hauts taux de refus pour un permis d'études, qui vont jusqu'à 90 %. L'Université du Québec à Rimouski (UQAR), qui admet beaucoup d'étudiants d'Afrique francophone, a vu plus de 70 % de ses 2000 étudiants étrangers se faire refuser le visa.

Au collégial, les taux de refus de permis d'études seraient également plus élevés pour les établissements situés en région. Beaucoup d'universités et de cégeps en région vivent et innovent en développant leurs offres de formation grâce notamment à l'apport des étudiants étrangers. Le recrutement international est d'ailleurs plus actif dans des programmes des domaines où il y a pénurie de main-d'œuvre.

Que nos universités et nos cégeps soient les grandes victimes collatérales des hauts taux de refus des étudiants étrangers par Immigration Canada, c'est inacceptable tant pour ces étudiants qui voient leur rêve se briser que pour nos régions, qui attendent avec beaucoup d'ouverture cette nouvelle richesse culturelle et bien sûr cette main-d'œuvre dont nous avons tant besoin.

Voici mes questions :

Le gouvernement est-il intervenu auprès d'Ottawa pour exprimer les craintes de nos réseaux universitaires et collégiaux et sinon, compte-t-il le faire?

Comment entend-il appuyer ces réseaux et faire en sorte que les régions puissent accueillir ces étudiants francophones internationaux qui désirent poursuivre leurs études chez nous et pourquoi

- 72) M. LeBel (Rimouski) – **24 février 2022**
Au gouvernement

Lorsque le diagnostic de trouble du spectre de l'autisme (TSA) tombe, il bouleverse la vie des parents. Évidemment, ce constat vient avec une augmentation des facteurs de stress, de nombreux rendez-vous, des besoins financiers et une détresse psychologique chez les parents. Pour garder leur équilibre et celui de la famille, les parents ont besoin d'aide, qu'elle soit psychosociale ou financière.

Il est extrêmement difficile d'obtenir le supplément pour enfant handicapé et en plus la lourdeur administrative revient au fil des années malgré le diagnostic permanent. Ce problème est neurologique et non physique, c'est un handicap invisible, mais qui visiblement a un impact sur la famille.

Ma question est la suivante :

Le trouble du spectre de l'autisme est un handicap neurodéveloppemental permanent qui sera présent toute la vie de la personne. Est-ce que le gouvernement reconnaîtra et considérera ce diagnostic comme permanent en cessant les réévaluations afin de reconduire le supplément pour enfant handicapé de Retraite Québec?

- 73) Mme Ghazal (Mercier) – **15 mars 2022**
À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Le 3 février 2022, la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et Présidente du Conseil du trésor a déposé le projet de loi 12, Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics.

Son principe est de favoriser l'achat local, la prise en considération d'autres facteurs que le simple prix (et au premier chef, de considérations environnementales) et l'intégrité des marchés publics. Il prévoit d'ailleurs que les organismes publics devront procéder à une évaluation de leurs besoins, qui s'inscrit dans la recherche d'un développement durable et que la performance environnementale des soumissions pourra constituer un avantage pour les soumissionnaires.

Depuis près de deux ans, la population québécoise a utilisé et disposé de plusieurs centaines de milliers de masques jetables. Dans le monde, c'est 129 milliards de masques à usage unique qui sont utilisés, chaque mois. Or, des alternatives réutilisables, écologiques et sécuritaires ont été développées ici, au Québec.

Prenons comme exemples les masques ECO99, reconnus par la CNESST, attestés BNQ et qui possèdent un cycle d'entretien d'une centaine d'occurrences, ou les masques de Frétt Design, une compagnie québécoise ayant investi plus d'un demi-million de dollars en recherche et développement pour concevoir un équipement conforme à la réglementation ASTM F3502 de l'American Society for Testing and Materials, en plus de se conformer à la norme de dispositifs médicaux en Europe, la EN 14683. Ce masque réutilisable, pourtant reconnu comme un équipement équivalent au N95 par plusieurs experts et consultants indépendants est, chez nous, malheureusement encore soumis à une réglementation qui n'est pas à jour, appliquant une norme conçue pour des environnements de travail avec des niveaux de particules élevés, comme les mines.

Eu égard à ce qui précède, ma question à la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor est la suivante :

Afin de respecter les principes du projet de loi 12, est-ce que le Conseil du trésor se saisira de son devoir d'exemplarité en recommandant l'achat de masques réutilisables, sécuritaires et québécois, aux différents organismes et institutions non médicales du gouvernement?

74) M. LeBel (Rimouski) – **15 mars 2022**
Au gouvernement

Après 25 ans de travail et de coopération, les entreprises d'économie sociale d'aide à domicile (EÉSAD) doivent devenir les partenaires prioritaires du réseau de la santé et des services sociaux pour le soutien à domicile. C'est le plus important prestataire de soutien à domicile en dehors du réseau public.

Les travaux du Réseau de coopération des EÉSAD montrent malheureusement le manque d'accessibilité du soutien à domicile en raison des limites de la capacité financière des aînés. Je considère qu'il y a urgence d'agir.

Les EÉSAD s'engagent à augmenter dès maintenant et de manière importante l'offre de services si le gouvernement adopte, pour sa part, des mesures simples, efficaces et respectant la capacité de payer des Québécois. Ces solutions, applicables dès le prochain budget pour nombre d'entre elles, permettraient à court terme de réaliser un changement majeur dans le quotidien des aînés, des personnes en perte d'autonomie ou ayant des limitations fonctionnelles, ainsi que leurs proches.

L'annonce de la volonté gouvernementale d'un virage vers le soutien à domicile coïncide avec l'exercice de révision du Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD), qui est engagé depuis quelques mois. Ce programme représente environ 25 % du soutien à domicile au Québec, mais il pourrait être encore plus adapté aux besoins et constituer un véritable levier pour une forte croissance des services de soutien à domicile.

Les EÉSAD sont nées d'une initiative citoyenne pour répondre aux besoins du milieu et elles sont habilitées à offrir des soins à domicile partout au Québec, tout en priorisant les usagers les plus vulnérables ainsi que des services adaptés aux besoins de la personne. Les EÉSAD souhaitent participer au grand virage qui touche trois axes, soit l'accessibilité et l'autonomie décisionnelle, l'offre et la qualité des services à domicile ainsi que l'attraction et la fidélisation de la main-d'œuvre.

Ma question est la suivante :

Le gouvernement s'engage-t-il avec les EÉSAD à adopter des solutions concrètes pour entreprendre le grand virage nécessaire vers le soutien à domicile, en assurant à leurs usagers la capacité de payer les heures de service dont ils ont besoin?

75) Mme Dorion (Taschereau) – **17 mars 2022**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

J'attire aujourd'hui l'attention du ministre sur le financement des groupes communautaires sous la responsabilité de son ministère.

Les organismes d'action communautaire autonome jouent un rôle essentiel dans notre société en tant que moteur de transformation sociale et de pilier du filet social québécois. Dans le ministère, ce sont près de 350 organismes en défense collective des droits qui sont toujours en attente d'un financement adéquat, tant pour les groupes existants que pour les groupes en attente. Malgré la hausse conséquente de 2019, un rehaussement substantiel est toujours attendu afin que ceux-ci reçoivent les sommes nécessaires afin de remplir l'ensemble de leur mission. Alors que ces organismes approchent du renouvellement de leurs ententes triennales, j'attire à l'attention du ministre l'importance d'inclure un processus d'indexation basé sur la

hausse des coûts de fonctionnement afin de maintenir les activités des organismes et d'améliorer les conditions de travail des travailleuses et travailleurs du milieu. Le travail de ces groupes est essentiel à l'avancement d'une société plus juste, égalitaire et solidaire, et il est grandement temps que cela soit justement reconnu.

Depuis plusieurs années, les groupes militent pour que l'ampleur des besoins financiers des 4 000 organismes d'action communautaire autonome du Québec soit reconnue et qu'on prenne acte des impacts néfastes du sous-financement qui les affligent. Ces impacts sont importants tant pour la population rejointe par ces organismes qu'au niveau des conditions de travail difficiles des travailleuses et travailleurs de ceux-ci. En 2019, le gouvernement, sous la direction de son ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, a entamé des démarches en vue de l'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC) pour assurer une plus grande reconnaissance et un meilleur soutien de l'action communautaire. Ces consultations ont eu lieu et nous attendons toujours ce plan directeur assorti de fonds pour l'opérationnaliser correctement.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre responsable du PAGAC, volet Promotion des droits :

1. Est-ce que le ministre compte s'assurer que le gouvernement tienne son engagement de déposer un plan d'action gouvernemental en action communautaire d'ici la fin de la législature?
2. Est-ce que le ministre compte s'assurer que le prochain budget comporte des investissements substantiels en action communautaire autonome permettant de soutenir de façon pérenne la mission des organismes sous sa responsabilité?
3. Est-ce qu'il peut assurer ensuite un processus d'indexation basé sur la hausse des coûts de fonctionnement afin de maintenir les activités des organismes et d'améliorer les conditions de travail des travailleuses et travailleurs du milieu?

76) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **22 mars 2022**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le 11 mars 2022, la Fédération régionale des OSBL d'habitation de la Montérégie et de l'Estrie (FROHME) et les locataires de la Villa Belle Rivière à Richelieu ont demandé d'annuler la vente des immeubles de 60 logements sociaux pour personnes âgées à un promoteur privé dont l'identité n'a pas été dévoilée à ce jour.

La Villa Belle Rivière est propriétaire de deux immeubles dont la construction a notamment été financée par l'entremise de subventions gouvernementales. Or, le conseil d'administration de cet OSBL a pris la décision de vendre ses seuls actifs immobiliers destinés à être loués à des personnes âgées, et ce, alors que nous vivons une crise du logement sans précédent et que toute la région est mobilisée à développer du logement social et abordable.

Selon la porte-parole des locataires, Mme Sylvie Adam, ceux-ci sont très inquiets de la situation et souhaitent que le gouvernement intervienne pour sauver l'OSBL afin de préserver l'abordabilité et la qualité des logements des aînés qui y habitent et pour éviter d'autres situations du genre dans l'avenir.

Mes questions pour la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation sont les suivantes :

- Que compte faire la ministre afin de sauver l'OSBL de la Villa Belle Rivière?
- Est-ce que la ministre envisage de changer l'encadrement légal des OSBL pour éviter leur vente à des promoteurs privés?

77) Mme Labrie (Sherbrooke) – **22 mars 2022**

Au ministre de l'Éducation

Le 23 septembre 2020 et le 23 août 2021, les sous-ministres du ministère de l'Éducation (MEQ), messieurs Eric Blackburn et Alain Sans Cartier, faisaient parvenir aux directions des centres de services et commissions scolaires des correspondances annonçant le lancement d'un important chantier mené en étroite collaboration avec le réseau scolaire et ses partenaires.

Messieurs les sous-ministres y précisaient les visées de ce grand chantier du MEQ, soit l'allègement des processus administratifs liés à la déclaration des codes de difficulté des élèves et la simplification des règles de financement associées, notamment la mesure sur l'*Aide additionnelle aux élèves handicapés ou présentant un trouble grave du comportement (H ou TGC)*.

Les correspondances réaffirmaient l'intention du ministre de l'Éducation d'assurer une réponse optimale aux besoins des élèves de la province et de maximiser l'impact des ressources professionnelles dans les milieux afin de prioriser les services directs aux élèves, au-delà des processus administratifs.

Bien que les correspondances du ministère de l'Éducation confirment la reconduction des mesures d'assouplissement du processus d'assurance qualité jusqu'en juin 2022, le réseau scolaire et ses partenaires, qui devaient initialement prendre part au chantier de révision du financement des services aux élèves, n'ont toujours pas obtenu d'indication quant à l'orientation des travaux du chantier, dont les recommandations devaient initialement faire partie du plan de la rentrée scolaire 2022-2023.

Le ministre de l'Éducation peut-il nous informer de l'avancée des travaux qui devaient initialement servir à dégager les ressources professionnelles pour agir davantage auprès des élèves et soutenir leur réussite éducative, et nous confirmer que la cible d'application du chantier de révision du financement des services aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage (HDAA) demeure la rentrée scolaire 2022-2023?

78) M. LeBel (Rimouski) – **22 mars 2022**
Au gouvernement

Dans les années 1990, les compagnies pétrolières se sont livrées à une concurrence féroce. On pouvait alors faire le plein pour 0,40 \$ le litre, quelque chose de difficile à imaginer aujourd'hui, alors qu'il faut payer presque cinq fois plus, selon les régions. Cette guerre de prix a entraîné la fermeture de nombreuses stations d'essence indépendantes, réduisant d'autant les possibilités de concurrence dans certains marchés, notamment dans ma circonscription, Rimouski.

À terme, cela a laissé une multitude de stations d'essence abandonnées. Seulement à Rimouski, qui compte 50 000 habitants, une bonne demi-douzaine de ces installations encombrant notre paysage, en plein centre-ville ou aux abords d'artères très fréquentées, dont la route 132 qui longe le fleuve.

Qui plus est, rien n'oblige l'exploitant d'une station d'essence – la plupart du temps, une compagnie pétrolière très rentable – à décontaminer les terrains qu'il détient ou qu'il loue, et ce, même si pendant des années, il y a tenu des activités très lucratives, mais polluantes. Nous nous retrouvons donc dans la situation où des entreprises très prospères peuvent lever le camp sans avoir à assumer quelque responsabilité que ce soit envers l'environnement.

Elles laissent ensuite pourrir les immeubles qui ne leur servent plus, léguant à un éventuel prochain propriétaire ou locataire le soin de décontaminer les sols empreints d'hydrocarbures. On devine que les acquéreurs potentiels ne se ruent pas au portillon, ce qui fait que non seulement nous subissons la pollution en toute impunité de notre environnement urbain, mais aussi souterrain, souvent pendant de très longues années. Je peux d'ailleurs indiquer un tel emplacement dans ma circonscription, qui se trouve abandonné depuis au moins trois décennies.

D'autre part, il ne semble pas exister de registre des stations d'essence laissées à l'abandon sur le territoire québécois que nous pourrions consulter. Avec l'électrification attendue du parc d'automobile, ce phénomène devrait prendre de l'ampleur. Il faut donc s'en préoccuper maintenant.

Voici ma question :

Le gouvernement s'engage-t-il à légiférer pour mettre un frein à l'abandon sauvage des stations d'essence et à obliger les propriétaires ou locataires de ces installations à les démanteler et à décontaminer les terrains avant la conclusion de toute transaction et dans un délai d'un an de la fermeture?

79) Mme Ghazal (Mercier) – **22 mars 2022**
Au ministre des Finances

La maladie cœliaque est une maladie chronique auto-immune. Elle provoque une inflammation de l'intestin induite par l'ingestion de gluten chez les personnes génétiquement prédisposées. Il n'existe aucun remède connu à ce jour contre la maladie cœliaque, mis à part un régime alimentaire strict exempt de gluten.

On estime qu'environ 85 000 Québécois pourraient être atteints de la maladie cœliaque. La maladie cœliaque engendre non seulement des douleurs et inconforts physiques, mais aussi des carences nutritionnelles importantes chez les enfants comme chez les adultes.

Les parents d'enfants cœliaques reçoivent le supplément pour enfant handicapé de 205 \$ par mois par enfant jusqu'à l'atteinte de la majorité de ceux-ci. Lorsqu'une personne atteinte de la maladie cœliaque devient majeure, celle-ci n'est plus couverte par le supplément pour enfant handicapé. Les adultes cœliaques peuvent déduire les frais liés à leurs dépenses en aliments sans gluten par le biais du crédit d'impôt pour frais médicaux. Depuis 2003, ces personnes peuvent considérer les frais supplémentaires pour l'acquisition d'aliments sans gluten à titre de dépenses admissibles donnant droit au crédit d'impôt pour frais médicaux qui correspondent à l'écart entre le coût de ces aliments et celui d'aliments semblables avec gluten.

Or, le crédit d'impôt pour les adultes cœliaques est problématique pour plusieurs raisons, notamment, parce qu'il désavantage les personnes moins nanties qui doivent déboursier les sommes totales avant d'être remboursées. Les personnes qui ne paient pas d'impôt n'ont pas accès au crédit d'impôt non plus. Lorsque les personnes y ont accès, celles-ci se butent aux lourdeurs administratives que représentent la conservation de factures qui pâlissent avec le temps (et ne peuvent être utilisées comme pièces justificatives) et les entrées individuelles de l'ensemble des factures alimentaires. Ces démarches sont tellement lourdes et contraignantes que plusieurs finissent par les abandonner. Selon les résultats préliminaires de l'étude *Vivre avec la maladie cœliaque - évaluation de l'impact sur la qualité de vie* réalisée par l'Université de Montréal à l'automne 2021, 50 % des participants n'ont jamais complété une demande et 86,8 % ont rapporté s'être sentis gênés par les dépenses supplémentaires occasionnées par l'achat d'aliments sans gluten.

La direction générale de Cœliaque Québec a donc en ce sens déposé une demande d'accès à l'information (DAI) le 12 février 2021 demandant des documents attestant d'une part du nombre de personnes bénéficiant annuellement du crédit d'impôt pour personnes cœliaques depuis les 10 dernières années et, d'autre part, le montant moyen y étant associé. La réponse de la DAI était alors que le Secrétariat au Conseil du Trésor ne détenait pas ces informations. Si le gouvernement reconnaît les besoins financiers différenciés des personnes cœliaques à travers le crédit d'impôt, il serait important de savoir à quel point cette mesure est réellement utilisée et efficace.

Ma question :

Par son inéquité et sa complexité, le crédit d'impôt présentement disponible représente une barrière démesurée pour obtenir le remboursement du seul et unique traitement à la maladie cœliaque, soit un régime sans gluten strict pour la vie. Pourquoi ne pas offrir une prestation mensuelle qui viendrait en aide financièrement aux personnes adultes atteintes de la maladie cœliaque? Pourquoi ne pas offrir la même prestation aux personnes de 18 ans et plus, bénéficiaires de la solidarité sociale et diagnostiquées cœliaques, que celle disponible aux parents d'enfants cœliaques via la Régie des Rentes du Québec, soit 205 \$ par mois, comme le demande Cœliaque Québec?

80) Mme Ghazal (Mercier) – **22 mars 2022**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le 21 septembre 2020, la ministre de la Culture et des Communications a fait l'annonce d'un appel de projets dans le cadre du programme Aide au développement des infrastructures culturelles. Ce programme vise à soutenir des projets de nouvelles constructions, d'agrandissements, d'aménagements, de mises aux normes, de rénovations et de restaurations d'infrastructures culturelles, dans le but de relancer l'économie québécoise et de favoriser l'accès à des lieux et à des équipements culturels de qualité.

Le programme, qui bénéficie d'une enveloppe totale de 100 M \$, est constitué de 50 M \$ provenant du gouvernement du Québec et de 50 M \$ provenant du plan d'infrastructure du Canada. La plupart des provinces et territoires du Canada ont bénéficié de ce plan par le biais d'ententes bilatérales visant à financer leurs infrastructures culturelles. La Colombie-Britannique, par exemple, a bénéficié d'une enveloppe similaire à celle du Québec, mais a accepté de recevoir des projets provenant aussi d'organismes à but non lucratif.

Au Québec, plusieurs organismes et entreprises d'économie sociale œuvrant en culture pourraient bénéficier de cette relance. À titre d'exemple, l'École supérieure de ballet du Québec cherche depuis plusieurs années un lieu pour concurrencer les autres grandes écoles en Amérique du Nord, notamment celle de Toronto, et ainsi attirer les meilleurs talents. Elle est actuellement dans un bâtiment inadapté pour ses activités.

Alors que la ministre vient de désigner comme personnage historique Mme Ludmilla Chiriaeff, la fondatrice de cette institution qui fête bientôt ses 45 ans, c'est une occasion en or pour le Québec de trouver un lieu à la hauteur de la réputation internationale de ses élèves. La direction de L'École supérieure de ballet du Québec a récemment eu l'opportunité d'atteindre son objectif et de préserver notre patrimoine religieux en déménageant à l'église Saint-Denis, leur voisine. Faute de moyens financiers, toutefois, elle n'a malheureusement pas la capacité de réhabiliter le bâtiment. Cette décision crève-cœur pourrait être renversée si les OBNL étaient acceptées dans le cadre de cette entente.

Ma question :

Pourquoi la ministre a-t-elle décidé d'exclure les organismes à but non lucratif de son appel de projets dans le cadre de son programme Aide au développement des infrastructures culturelles, contrairement à d'autres provinces canadiennes, comme la Colombie-Britannique?

- 81) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **23 mars 2022**
Au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles

Le projet de loi n° 35, Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale, a été adopté par l'Assemblée nationale le 7 octobre 2020, et est entré en vigueur depuis. L'une des réformes contenues dans ce projet de loi correspond à la fermeture des Bureaux de publicité des droits, suite à la numérisation et la refonte des informations contenues au registre foncier. Cette réforme s'accompagne d'une nouvelle méthode d'accès à ces informations, par le site web du ministère. De nombreuses informations sont cruciales pour la population, notamment pour les personnes locataires. Celles-ci doivent pouvoir connaître l'identité des propriétaires de leur immeuble, et le Bureau de la publicité des droits était une ressource importante pour ce faire. Pour les personnes défavorisées, qui sont plus souvent victimes d'évictions ou d'abus de la part de leur propriétaire, il est donc désormais quasi impossible d'avoir accès à l'information (fracture numérique et obligation de posséder une carte de crédit).

À la lumière de ce qui précède, ma question pour le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles est la suivante :

Que compte faire le ministre pour garantir l'accès aux informations foncières pour les personnes défavorisées qui n'ont pas accès à internet ou qui ont de la difficulté à utiliser les services web, et qui ne possèdent pas toujours une carte de crédit?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 22 mars 2022
Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au Québec – *ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 15 mars 2022
Loi visant à faciliter l'accès du vérificateur général aux documents et aux renseignements nécessaires à l'exercice de ses attributions – *député de Rosemont*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor*